

Depuis trente ans, les deux maisons de France et d'Autriche combattaient pour la domination de l'Europe : leur jalouse ambition n'était pas plus épuisée que leur courage. François I^{er} était mort, léguant à son successeur le soin de venger Pavie et d'effacer le honteux traité de Madrid imparfaitement réparé par ceux d'Ardre et de Crespy. Ni Henri II ni la nation ne repoussaient cet héritage ; le roi demandait à ses sujets des subsides pour lever des troupes et les villes réparaient leurs murailles et leurs remparts. A Lyon, où pendant l'invasion de la Provence, on avait pu croire à un péril imminent, on résolut de refaire les vieux murs d'enceinte et d'établir de nouvelles fortifications. Le plateau de Saint-Just fut désigné comme le plus propice à édifier une puissante citadelle, qui commanderait le cours du Rhône et la vaste plaine du Dauphiné.

Ces précautions n'étaient probablement pas uniquement inspirées par la crainte des troupes impériales. Chacun pressentait déjà que les dissensions religieuses entre catholiques et protestants se transformeraient en luttes politiques. Tôt ou tard, il deviendrait non-seulement nécessaire de défendre sa conscience contre les atteintes de l'hérésie, mais il faudrait encore protéger ses foyers et sa vie contre les attaques de ses partisans. Les guerres d'Allemagne à peine éteintes par les concessions de la paix d'Augsbourg avertissaient assez des prétentions et des projets des réformateurs français. L'unité de croyance brisée dans le royaume, dont elle était une des lois fondamentales, l'unité monarchique courait de réels dangers. Les moins clairvoyants le remarquaient et les plus favorables aux novateurs n'étaient pas sans appréhension. Individus et cités, quel que fût le parti au-